



Juin 2001

## NOUVELLES COPA

### RÉUNION DE LA COPA À QUÉBEC

Le Comité exécutif de la COPA s'est réuni à Québec (Canada) du 17 au 19 avril dernier, soit quelques jours avant le Troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques qui a eu lieu dans la même ville. Les parlementaires provenant d'une vingtaine de pays ont profité de cette occasion pour réaffirmer qu'il est essentiel qu'ils soient associés aux processus d'intégration et qu'ils puissent faire entendre leur voix dans les importantes négociations qui ont cours à l'échelle du continent.



*M. Scott Otteman, de Inter-American Dialogue, Mme Laura Pavón Jaramillo, députée fédérale du Mexique et première vice-présidente de la COPA, M. Geraldo Magela, député fédéral brésilien et président de la COPA, M. Dominic Toupin, secrétaire exécutif de la COPA, M. Jean-Pierre Charbonneau, président de l'Assemblée nationale du Québec, et M. Eduardo Mayobre, de SELA.*

Au cours de la réunion du Comité exécutif, les parlementaires ont travaillé à la rédaction des statuts permanents de l'organisation ainsi qu'à l'élaboration d'un plan de financement permanent pour la COPA. Deux séances de travail thématiques, l'une portant sur le renforcement de la démocratie représentative et l'autre sur les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques, ont permis aux parlementaires d'entendre cinq conférenciers. Ils ont également rédigé la Déclaration parlementaire de Québec ainsi qu'un Plan d'action par lequel ils s'engagent notamment à tenir des audiences publiques sur la ZLEA dans les parlements des Amériques, à s'impliquer davantage dans les négociations de la ZLEA, à établir une fonction de veille quant au respect, dans chaque État, des principes de base de la démocratie et à développer un code d'éthique parlementaire.

Les parlementaires présents ont aussi pris part à des activités du Deuxième Sommet des peuples des Amériques au cours desquelles ils ont pu débattre, avec des représentants de la société civile, des enjeux liés à la création de la ZLEA.

Lors de la séance de clôture, la Déclaration finale du Sommet des peuples des Amériques a été présentée aux parlementaires. Les participants à la réunion du Comité exécutif ont également accueilli

## VISITEZ COPA.QC.CA

Comité exécutif

Réseau des femmes

Répertoire des parlements

Calendriers

Sites d'intérêt

## ÉVÉNEMENTS À SIGNALER

**17-18 mai**

Réunions du Parlatino, São Paulo, Brésil:  
*Compilation des constitutions nationales d'Amérique latine sur le processus d'intégration*  
*Procédures pour la dénonciation de violations des Droits de la personne*

**3-5 juin**

XXXI Assemblée générale de l'OEA, San José, Costa Rica

**21-22 juin**

Sommet présidentiel et séance plénière de la Commission parlementaire conjointe du MERCOSUR, Asunción, Paraguay

**11-13 juillet**

1<sup>er</sup> Sommet sur la dette sociale en Amérique latine et dans les Antilles,

Caracas, Venezuela

8-11 août

1<sup>re</sup> Conférence  
interparlementaire du  
Parlatino sur l'économie  
et les finances, São  
Paulo, Brésil

18-21 octobre

II<sup>e</sup> Conférence  
interparlementaire du  
Parlatino sur la santé,  
São Paulo, Brésil



Pour ajouter ou retirer votre  
nom de notre liste d'envoi

Commentaires

des maires de villes du patrimoine mondiale et de villes historiques des Amériques. Ceux-ci tenaient une réunion extraordinaire à Québec les 17 et 18 avril 2001 et ont présenté leur Déclaration finale aux parlementaires de la COPA.

Compte rendu, [Déclaration et Plan d'action de la réunion de Québec](#)

### **RÉUNION DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES**

Le Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires des Amériques s'est réuni les 16 et 17 avril dernier à Québec, soit une journée avant la réunion du Comité exécutif de la COPA. Les participantes ont discuté de la place des femmes dans le processus d'intégration économique des Amériques et ont identifié les pistes d'action qui s'offrent à elles afin d'y participer et d'y être pleinement associées. Dans la déclaration adoptée au terme de leur réunion, les femmes parlementaires ont exhorté les chefs d'État et de gouvernement des Amériques à créer un groupe de travail pour analyser les effets socio-économiques de la Zone de libre-échange des Amériques, en étudiant particulièrement les conditions de vie des femmes.



*Mme Lyse Leduc, présidente du Réseau*

Elles ont aussi convenu de tenir des activités d'information et de sensibilisation sur la ZLEA auprès de leur population respective, et plus spécifiquement auprès des femmes. La réunion a également permis de faire le point sur les réalisations du Réseau et de constater que sa création a renforcé l'initiative des femmes parlementaires et l'avancement, dans leur parlement respectif, des législations concernant l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Compte rendu et [Déclaration du Comité exécutif du Réseau des femmes](#)

### **TROISIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA COPA À RIO DE JANEIRO**

À la suite de la réunion de Québec, le député fédéral du Brésil et président de la COPA, M. Geraldo Magela, a annoncé la tenue de la prochaine Assemblée générale de l'organisation à Rio de Janeiro (Brésil), du 18 au 21 novembre 2001. Les détails du programme seront communiqués prochainement.

### **LES AMÉRIQUES**

### **TROISIÈME SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES AMÉRIQUES**

Lors du Troisième Sommet des Amériques qui a eu lieu du 20 au 22 avril à Québec (Canada), les chefs d'État et de gouvernement ont confirmé leur volonté de créer la Zone de libre-échange des Amériques pour 2005. Ils ont de plus adopté une clause démocratique qui fait du maintien d'un gouvernement démocratique une condition à la participation au processus des Sommets, ce qui inclut les négociations de la ZLEA.

Le Plan d'action adopté lors du Sommet met de l'avant des mesures favorisant le respect des droits de la personne, la primauté du droit, la stabilité financière, le développement durable et l'égalité des sexes. Au cours des trois prochaines années, la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale consacreront 56 milliards de dollars américains pour la réalisation de ces engagements.

Sources:

[http://198.103.104.118/minpub/Publication.asp?FileSpec=/Min\\_Pub\\_Docs/104174.htm](http://198.103.104.118/minpub/Publication.asp?FileSpec=/Min_Pub_Docs/104174.htm)

<http://www.dfait-maeci.gc.ca>

### **LES MINISTRES DU COMMERCE TRAITENT DE TRANSPARENCE ET DE DIFFÉRENCE DE NIVEAUX DE DÉVELOPPEMENT**

Lors de leur réunion du 7 avril à Buenos Aires, les ministres du Commerce des Amériques ont pris la décision de rendre public l'avant-projet de l'accord de la ZLEA.

Ils ont aussi adopté certaines mesures qui feront en sorte que les différences de niveau de développement et de taille des économies de la région seront prises en compte dans les négociations. Ainsi, le Comité de négociations commerciales devra formuler, d'ici novembre 2001, des lignes directrices à l'intention des groupes de négociations afin de définir les modalités d'application du traitement des différences entre les niveaux de développement et la taille des économies.

Source: [http://www.ftaa-alca.org/ministerials/BAMIN\\_f.asp](http://www.ftaa-alca.org/ministerials/BAMIN_f.asp)

## **LE SOMMET DES PEUPLES S'OPPOSE AU PROJET DE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES**

À l'issue du Deuxième Sommet des peuples des Amériques, qui a eu lieu à Québec du 16 au 20 avril dernier, les participants représentant une multitude d'organisations de la société civile ont émis une Déclaration finale dans laquelle ils se sont dit opposés au projet de Zone de libre-échange des Amériques. Selon eux, les chefs d'État et de gouvernement ont pris plusieurs engagements, depuis 1994, pour l'amélioration des conditions de vie des populations du continent mais n'ont pas tenu leurs promesses. Seules les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) ont progressé. Ils qualifient ce projet de raciste, sexiste, inéquitable et destructeur de l'environnement.

Les participants au Sommet des peuples proposent de bâtir de nouvelles voies d'intégration continentale basées sur la démocratie, l'égalité, la solidarité, le respect des droits humains et de l'environnement. Ils revendiquent aussi la primauté des droits humains et des droits collectifs sur les accords commerciaux; le respect intégral des droits fondamentaux du travail; que les États se fassent les promoteurs du bien commun, capables d'intervenir activement pour assurer la production et la distribution de la richesse; des investissements socialement productifs et écologiquement responsables; un commerce équitable; ainsi que des mécanismes démocratiques d'adoption de tout éventuel accord, incluant sa ratification par référendum.

Source: <http://www.sommetdespeuples.org/>

## **LES FEMMES ET LE POUVOIR POLITIQUE DANS LES AMÉRIQUES**

La *Women's Leadership Conference of the Americas* (WLCA) émettait, lors du Troisième Sommet des Amériques, un rapport sur les femmes et le pouvoir politique dans les Amériques. Selon la WLCA, le nombre de femmes occupant des postes décisionnels en politique est un indicateur concret de la volonté des pays à remplir leurs engagements pour l'équité entre les hommes et les femmes.

Le rapport présente la performance de 24 pays de l'hémisphère. Bien que la participation des femmes en politique se soit grandement améliorée à travers les Amériques, elle demeure en deçà des niveaux de participation atteints en Scandinavie et du seuil minimal de représentation de 30% fixé par les Nations unies. Le rapport soutient que l'amélioration des performances dépend notamment de la volonté des chefs d'État et de gouvernement de nommer plus de femmes à des postes ministériels.

La WLCA a pour objectif de faire en sorte que les questions concernant les femmes soient débattues dans le cadre du processus des Sommets. Ses actions ont fait en sorte que ces questions soient à l'ordre du jour du premier Sommet des Amériques, à Miami, en 1994.

Source : **Women and Power in the Americas: A Report Card**, [www.iadialog.org](http://www.iadialog.org)

## **BRÈVES PARLEMENTAIRES**

### **FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES**

Le Sénat fédéral d'Argentine travaille présentement à l'élaboration d'un projet de réforme sur le

financement et la transparence des campagnes électorales. Le projet étudié vise à créer un mécanisme de vérification électorale ainsi qu'à limiter les contributions privées aux partis politiques et la durée des campagnes électorales. Un tel projet de réforme électorale a également été proposé par le *Partido por la Democracia* de la Chambre des députés du Chili, visant plus spécifiquement à atteindre un équilibre entre un maximum de dépenses admises et un minimum de fonds disponibles pour chaque candidat.

Plusieurs pays des Amériques ont déjà adopté des dispositions sur le financement et le contrôle des dépenses dans leur code électoral. Cependant, ces dispositions ne prévoient pas toutes des mécanismes de suivi et de contrôle indépendants ni de limites précises quant au financement. Rappelons que les parlementaires participant à la dernière Assemblée générale de la COPA, tenue à Puerto Rico, en juillet 2000, s'étaient engagés à encourager, au sein de leur assemblée respective, l'adoption et l'application de règles strictes pour encadrer le financement des partis politiques et des campagnes électorales, et de veiller à ce que ces mesures soient soumises à des mécanismes de contrôle indépendants.

Sources: [www.parlamentario.com](http://www.parlamentario.com) (16/05/01), [www.emol.com](http://www.emol.com) (10/05/01)

---

### QU'EST-CE QUE LA COPA ?

La Confédération parlementaire des Amériques est un forum qui réunit les assemblées parlementaires des États unitaires, fédéraux, fédérés et associés, les parlements régionaux et les organisations interparlementaires des Amériques. Initiative des parlementaires, la Confédération favorise la concertation sur des enjeux liés à la coopération interaméricaine et en particulier aux Sommets des chefs d'État et de gouvernement des Amériques et au processus de création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Elle vise à renforcer la démocratie parlementaire et à créer une nouvelle synergie entre les leaders législatifs des Amériques.